



# Compte-rendu CGT CSE Siège 18 & 19 février 2026



- Genesys : organisations, métiers, effectifs, des impacts annoncés.
- Planification de la fabrique : pression intersyndicale, la direction recule !
- Hub info ici régions : des salariés dans la tourmente.
- Chaîne numérique des sports et des JO : un échec du dialogue social !
- Organisation de la D2S : pour une direction structurée et solide.
- Programmation antenne à franceinfo tv : une activité renforcée le week-end mais gare aux impacts sociaux !
- Plan de développement des compétences 2026 : le budget de formation en baisse malgré les transformations majeures.
- Vie du CSE : les dernières commissions renouvelées.

En introduction, vos élus constatent qu'à FTV, **les projets de transformation n'ont de cesse de se multiplier ! Leurs points communs : des salariés sur le bord de la route, des conditions de travail dégradées, la suppression de postes de permanents ou encore l'intégration de salariés ultramarins au Siège** avec leurs moyens de fabrication mutualisés (Genesys).

Et sur l'autel de cette « modernisation » : **des non-permanents sacrifiés !** Quoiqu'en pense la direction, l'impact sur les salariés est bien réel ! Et vos élus le constatent chaque jour au Siège !

Alors, **on nous dit que le plan de développement des compétences prend les choses en main.** Il met l'accent sur les technologies, la qualité de vie au travail sans oublier de renforcer les compétences des managers ! Et pendant ce temps-là, nos missions de service public restent trop peu évoquées !

- **GENESYS : organisation, métiers, effectifs, des impacts annoncés !**

- 
- **Genesys : une révolution au sein des régies du Siège**

Depuis la décision du juge (saisi par le CSE), en février 2025, de stopper le projet faute d'information suffisante sur la globalité de la réforme et ses impacts : la direction a revu sa copie !

L'objectif reste cependant toujours le même : **le renouvellement des régies du siège jugées obsolètes et l'intégration de la technologie IP 21 10.** Cette technologie permet le transport de flux audiovisuels en temps réel sur des réseaux informatiques dédiés (via 2 Datas centers

en IDF). Résultat : une plus grande flexibilité opérationnelle dans les infrastructures de production.

**Une révolution technologique pour FTV**, alors que la plupart de nos concurrents l'utilisent déjà !

Et cela implique une **robotisation des outils** (lumières et cadrage notamment) : ce ne sera pas sans impacts sur l'organisation, les métiers et les effectifs.

- **Transformation des métiers : 36,5 ETP supprimés d'ici à 2030 !**

Cette fois, la direction a tenu à jouer la transparence :  **dans cette nouvelle configuration de fabrication des éditions de JT, l'objectif est de passer de 19 techniciens en régie/plateau à 8 !**

Mais par quel coup de baguette magique, s'exclament les élus ? La polycompétence, les nouveaux métiers et la disparition progressive d'autres ?

« *Uniquement pour la fabrication de ces produits chartés en information* » rétorque la direction ! « *Pour le ponctuel et la production : on reste sur la configuration antérieure.* »

**Mais pour combien de temps ? Sommes-nous vraiment sûrs du volume suffisant de production pour assurer du travail à tous les salariés de La Fabrique ?**

Le projet prévoit la création d'un **hub d'exploitation unifié**. Il regroupe 3 « **salles d'exploitation** » (comprenez 3 régies) modulables et interconnectées à tous les plateaux. Et à chaque « salle d'exploitation », sa spécialité : **une salle JT info/magazines d'info, une salle chaîne d'info en continu (franceinfo) et une salle modulable pour les habillages antenne et autres**. Cette architecture doit permettre une utilisation plus agile et optimisée des ressources, une meilleure continuité d'exploitation et une modernisation des workflows.

**Date butoir de fonctionnement de ce « hub d'exploitation » : 2030 !**

Alors quand elle fait ses comptes, la direction annonce **36 ETP de techniciens en moins** d'ici à 2030 et **56 ETP non remplacés liés aux départs à la retraite** (64 ans en moyenne). Des départs qui, selon elle, devraient couvrir les suppressions de postes ! Attendons de voir ... car sans boule de cristal, les élus ne sont pas convaincus !

Un important **programme d'accompagnement** est également prévu pour sécuriser la transition (formation, communication, soutien managérial et suivi QVT).

- **franceinfo, PIDF et les Outre-Mer au Siège : encore beaucoup de questions !**

Dans le projet, une des trois « salles d'exploitation » sera totalement consacrée à la chaîne info ainsi que le plateau D qui accueille actuellement le JT de PIDF !

Mais vu le calendrier politique et la perspective des présidentielles, il faut aller vite !

**Une régie provisoire doit donc voir le jour au niveau 1 dès la rentrée prochaine. Mais alors, que deviennent les éditions de PIDF ?**

« *PIDF sera sur la régie et le plateau du CDE jusqu'à la fin du mois de juin 2026. L'idée à l'horizon du 1<sup>er</sup> juillet 2026 c'est de faire fabriquer l'édition de PIDF par la régie et le plateau des Outre-mer* » répond la direction. Des Outre-mer, qui viennent tout juste d'arriver au Siège et qui devront déjà s'adapter à une nouvelle mission !

Alors oui : cela donne le tournis ! Attendons donc l'**expertise votée à l'unanimité** par les élus du CSE siège. Expertise qui **devra combler la multitude d'interrogations** auxquelles le projet présenté ne répond pas :

- PIDF est-elle traitée à l'aune de la population qu'elle est censée informer (12,4 M d'habitants) ?
- Quid du sort des outre-mer, par ricochet ?
- Quel est le devenir des CDD de la Fabrique ?
- Comment seront impactées les autres services qui participent à la chaîne de fabrication de l'information ?

Vos élus CGT y resteront bien entendu très attentifs !

[Lire ici la délibération des élus](#) 

[Lire ici la résolution](#) 

## ● ÉVOLUTION DE LA PLANNIFICATION DE LA FABRIQUE : pression intersyndicale, la direction recule !

---

Durant ce CSE, il a aussi été question de l'évolution de la planification de La Fabrique !

Un point mis à l'ordre du jour à la demande des élus ! Pourquoi ?

Parce que **la direction a mis les salariés devant le fait accompli sans avoir consultés les élus en instance sur le sujet !** Une attitude inacceptable pour la CGT !

**Car les suppressions de vacances prévues ont bien des impacts sur l'activité et la santé des salariés.**

Plus que 2 OPV et 2 OPS annoncés sur l'ensemble des éditions de France 2 et de France 3 PIDF ! Plus de machinistes sur les plateaux de JT ! Plus d'éclairagiste non plus, sur la quotidienne de Stade 2 !

Pas moins de 14 vacances hebdomadaires pour les OPV et les OPS, 7 pour les machinistes... que la direction compte imposer dans des délais extrêmement courts, sans la moindre concertation !

Autant dire que **l'inquiétude à la Fabrique est à son maximum.**

Comment la direction ose-t-elle faire ça à **des salariés déjà fragilisés** par l'arrivée successive de gros projets de réorganisation ?

Après maints préavis de grève déposés et face à l'unité syndicale affichée, **la direction a finalement reculé de manière temporaire !**

**Vos élus resteront attentifs à ce que rien ne se fasse dans le dos des salariés !**

- **HUB INFO ICI RÉGIONS : des salariés dans la tourmente.**

---

- **Une direction totalement déconnectée du réel !**

La direction a d'abord tenu à saluer le travail « formidable » des équipes de Vaise. Elle n'a pas manqué de souligner les investissements réalisés : formations, renforts d'effectifs, obtention d'investissements techniques (pour le studio notamment) ainsi que le soutien temporaire de franceinfo dans la réalisation de sujets, pour accompagner le démarrage du projet de Hub Info. Sur le papier, **la direction affirme avoir tenu compte du rapport d'expertise et promet de poursuivre les efforts autant que nécessaire** jusqu'à ce que la situation se stabilise.

**Mais pour les salariés, la réalité est tout autre !**

Pour rappel, **le projet fait basculer sur le site de Lyon Vaise la production de la partie nationale des JT ICI** (jusqu'alors opérée au siège, à Paris, par les équipes des éditions Ici National et de la rédaction nationale). Conséquence : **la disparition du service Ici national**, mais pas seulement. Dans sa quête de réduction d'ETP, l'ancien directeur de l'information avait aussi signé **la disparition du service IV3**. Une réponse pour le coup radicale à l'expertise menée quelques mois plus tôt, qui confirmait un risque grave pour la santé des salariés de ce service historique de France 3. Avant la mise en place du Hub Info à Lyon Vaise, les équipes fournissaient alors deux JT incarnés par jour (midi et soir) en semaine et un JT par jour le week-end. Des éditions nationales construites autour d'un résumé de l'actu des régions, visibles sur le canal 3 de l'offre satellite de FTV. Cette offre, visible dans les zones blanches de la TNT et non géolocalisables par les Box, mais aussi en Outre-Mer, remplissait le devoir de continuité d'antenne du cahier des charges de FTV. En cas de pépin technique, elle permettait également aux Régions de pouvoir y basculer en mode secours.

**Depuis la mise en place du hub le 26 janvier** dernier, les équipes sur le terrain expriment **incompréhension, perte de sens et souffrance au travail**.

Désormais, seule l'édition du Journal Toutes Régions du soir subsiste (mais elle est vouée à disparaître).

Du coup, **une partie des salariés** (journalistes et techniciens) se retrouve **en sous activité**, d'autres **en surcharge de travail** (les RCA et chefs de services) avec des **ratés à l'allumage de la fabrication des sujets ICI**, et **l'impréparation de la mise à niveau du workflow**. Les monteurs se retrouvent à monter sur One Cut : pourquoi ne sont-ils pas sur Adobe Première comme au siège ?

[Lire ici les témoignages recueillis par vos élus CGT](#) 

Unanimement, **les salariés réclament reconnaissance et autonomie éditoriale**. Ils réclament aussi **le retour du journal du midi** : une activité essentielle au maintien d'une logique éditoriale cohérente et indispensable pour conserver une capacité d'intervention délocalisée en cas de besoin (mode secours).

À cela s'ajoute **l'absence de documentalistes et d'accès à la médiathèque** ; des options pourtant majeures à la performance du HUB INFO !

- **Un projet imposé, précipité et vidé de son sens**

Les témoignages internes font état d'un **manque criant de dialogue**, d'une **infantilisation** et de **réactions négatives à toute remarque**. La charge émotionnelle est forte : épuisement physique, tensions quotidiennes, sentiment d'être dépossédés de leur expertise. Sans protection syndicale, aucun salarié n'a souhaité témoigner en CSE **par crainte de représailles** : un signal très grave !

Les élus quant à eux, parlent sans détour d'un **fiasco humain**, d'une mise en œuvre précipitée et d'un **projet avant tout économique**, loin des promesses d'amélioration éditoriale. Ils dénoncent un déploiement bâclé : matériel en retard, formations incomplètes, salariés non préparés. Ils s'interrogent aussi sur le respect des accords alors que des sujets sont réalisés par les deskeurs de franceinfo depuis plus d'un mois pour le réseau régional ?

Avec **33 collaborateurs directement impactés** (22 pour IV3 et 11 pour ICI, tous ou presque réaffectés en interne), un **DGI déclaré en urgence** pour une salariée de l'équipe ICI National, et des **inquiétudes durables sur l'avenir de Vaise**, les élus demandent la tenue d'une **CSSCT extraordinaire** pour traiter les risques psychosociaux et les conditions de travail fortement dégradées.

- **CHAÎNE NUMÉRIQUE DES SPORTS ET DES JO : un échec du dialogue social !**

---

La naissance d'une chaîne pour enrichir l'offre de FTV : c'était une bonne nouvelle !

Mais pourquoi ne pas avoir informé les élus ?

Dès le mois dernier, la curiosité des Représentant de Proximité de la CGT avait permis d'attirer l'attention du CSE. C'est donc à la suite de la résolution formulée par les élus du CSE Siège au mois de janvier que la direction est venue répondre directement à leurs questions.

Et elle l'assure : *« la création de la chaîne sport est une création éditoriale. Il n'y a pas de modification du point de vue organisationnel ni du temps de travail. »* Une chaîne identique à celle mise en place lors des JO PARIS 2024. Et d'en conclure : pas la peine de venir consulter les élus.

Évidemment, ce n'est pas l'avis du CSE et pour cause :

- **Une collaboration la Fabrique / AMP**

Concernant la régie numérique installée au 2<sup>ème</sup> étage de MFTV : **la Fabrique n'a pas été en mesure de répondre au cahier des charges de la direction**. C'est pour cela qu'un prestataire extérieur (AMP) a été choisi pour l'installation. Une **régie éphémère**, démontée dès la fin des JO d'hiver le 23 février, tout comme le plateau. Les vacances ont donc été assurées partiellement par la Fabrique et AMP.

Une **situation vécue comme une trahison par les salariés du Siège** qui auraient voulu être informés : ils ne comprennent pas ce choix et se sentent délaissés.

- **La première d'une longue série ?**

Quid de la perspective de création d'autres chaînes numériques pérennes sur la plate-forme France.tv d'ici à 2030 ? Là aussi, les élus souhaitent être informés !

La chaîne sport proposée sur la plateforme France.tv a pour vocation de **rediffuser l'ensemble des directs de sports déjà produits et diffusés sur les chaînes du linéaire**. « On est dans une logique de reprise et de réexposition. » Pour se faire, la direction compte sur ses équipes éditoriales : les salariés de la rédaction des sports dédiée à l'offre France.tv. **Pas de changement d'organisation ni d'augmentation des effectifs**. Ces mêmes salariés continueront à travailler sur la chaîne linéaire diffusée sur France.tv. Dès le 23 février, il n'y aura plus de plateau et de régie dédiés. Un conducteur sera établi par l'édition. **Le CDE gèrera la diffusion**.

Une nouvelle activité pour le CDE déjà en tension, rétorquent les élus ? Comment ? Ils n'auront pas les réponses à ces questions : côté direction, aucun responsable du CDE n'est présent !

- **Plus de moyens humains en interne**

Avec cette chaîne numérique des Sports, les élus saluent la création d'un projet pérenne.

Le **projet de développement des compétences** est donc évoqué pour permettre à plus de salariés de FTV d'y participer. Si la direction assume de faire appel à des **profils extérieurs** pour « une antenne interactive et numérique », elle assure s'appuyer sur les **moyens de la rédaction des sports** mais aussi **du Réseau et des Outre-mer**.

Les élus ont saisi la balle au bond : nouvelle chaîne, nouveaux besoins en termes d'expertise, de métiers ? Effectivement, un métier ressort : celui de **chargé d'édition numérique**, capable de gérer des directs en streaming. Un profil indispensable à la pérennité de cette chaîne qui doit mêler « *connaissance du sport et maîtrise de l'outil Sherlock*. » La direction opérationnelle de la chaîne ne manque pas de rappeler qu'elle a alerté la DRH sur ses besoins.

En tous cas pour les salariés qui le sentent, c'est plutôt un bon signal !

Alors, à vos marques... prêts... partez !

[Lire ici la Gazette de l'Info du mois de Janvier 2026](#) 

- **ORGANISATION DE LA D2S : pour une direction structurée et solide !**

---

Le directeur de la Direction de la Sécurité et de la Sûreté est venu présenter le **schéma directeur de la sécurité** de France Télévisions ainsi que **les objectifs pour 2026**.

Face à une **aggravation des risques** (terrorisme, cyber menaces, malveillance, risques géopolitiques, ingérences, atteintes aux collaborateurs) l'organisation du service est renforcée.

Une **stratégie globale** est mise en place pour couvrir les infrastructures, les personnes, le numérique, les contenus ainsi que la continuité d'activité.

Cette démarche repose sur :

- **Une vision globale et coordonnée des risques** (veille, prévention, détection et réponse adaptée).
- **Un pilotage renforcé** avec la création d'un Comité de gestion des risques, une centralisation des informations par la D2S et un reporting régulier au COMEX.

➤ **Une organisation structurée en quatre pôles :**

1. Défense et protection du groupe,
2. Sécurité générale des sites parisiens,
3. Sécurité des événements et des collaborateurs,
4. Gestion de crise et continuité d'activité.

La direction l'assure : « *Il n'y a pas de perte de postes à la D2S* ».

Le recrutement **d'un responsable défense et protection du Groupe** est en cours de finalisation.

Le directeur de la D2S promet « *une direction structurée de manière solide* » ainsi qu'une « *valorisation de l'ensemble des collaborateurs et de leurs compétences.* »

Pour rappel, **l'ensemble du service de la D2S est désormais situé au 3<sup>e</sup> étage de MFTV.**

Dans le contexte actuel et avec la **perspective des élections municipales et présidentielles**, la D2S devra redoubler de vigilance. Les **risques d'intrusions** existent. Des **gilets pare-balle légers** et des **agents de protection rapprochée** seront mis à disposition des équipes de reportages.

Le directeur de la D2S appelle donc chaque salarié à la plus grande vigilance : « *on demande à chaque salarié d'avoir une culture de la sécurité.* » Pour une meilleure identification du personnel, le port du badge doit devenir obligatoire.

Les élus demandent que **les numéros d'urgence de la D2S soient affichés dans les couloirs.**

In Fine, l'objectif de la D2S est bien **d'assurer la sécurité du Groupe FTV** (ses sites, ses collaborateurs, ses événements), mais aussi de **piloter la gestion de crise et la continuité d'activité.**

Les **principes directeurs** incluent anticipation, adaptation, réactivité, résilience, conformité et sobriété budgétaire. Les **indicateurs de performance, de reporting et de retour d'expérience** doivent permettre **un suivi de l'efficacité du dispositif.**

- **PROGRAMMATEURS ANTENNE À FRANCEINFO TV : une activité renforcée le weekend mais gare aux impacts sociaux !**

---

franceinfo TV fait face à une **évolution importante de l'activité éditoriale le week-end** (plus de directs, d'éditions spéciales et d'actualités urgentes). L'**absence sur site du service programmation antenne** durant ces périodes crée des difficultés opérationnelles : **sollicitations hors temps de travail, impossibilité de traiter certaines tâches à distance, risques pour la qualité et la continuité de l'antenne.**

Pour y répondre, la direction propose une nouvelle organisation avec la **présence planifiée d'un membre de l'équipe chaque week-end**, selon un roulement équitable d'environ un week-end toutes les quatre semaines.

Les **horaires comme les jours de télétravail restent inchangés.** Toutes les contreparties prévues par l'accord collectif seront appliquées ainsi que la garantie du respect des temps de repos, d'une planification anticipée et d'une vigilance sur l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle.

Pas de weekends prévus durant les périodes de tranches vertes (vacances scolaires).

Objectif : créer une **continuité de service du lundi au dimanche, sécuriser l'antenne tout en préservant les conditions de travail**. La mise en place est envisagée pour le mois de mars.

Les élus alertent sur les différences de statuts des salariés concernés (forfait jour vs décompte horaire) qui pourraient, à termes, générer des impacts sociaux.

Ils demandent qu'un point d'étape soit mené pour s'assurer que ce changement n'a pas trop d'impact sur les salariés.

## ● PROJET DE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES 2026 : le budget de formation en baisse malgré les transformations majeures.

---

Le budget formation du Siège s'élève à **1,64 M€** (en baisse de 11 % par rapport à 2025), ce qui entraîne une **diminution du nombre de stagiaires** (4 757 soit -19 %) **et des heures de formation** prévues (45 122 h soit -25 %).

Les priorités restent centrées sur :

- **Les technologies et l'innovation**, premier poste budgétaire (36,7 %).
- **Les compétences transverses et managériales**, deuxième poste (20,6 %).
- **La prévention des risques**, un secteur en hausse par rapport à 2025 (11,7 %).

Le plan de formations vise à accompagner les **mutations technologiques** (ex : projet Genesys), le renforcement de la **culture numérique** (IA, data, ...), la prise en compte des **enjeux sociétaux** (éthique, climat, handicap...) et l'amélioration de la **qualité de vie au travail**.

Les élus s'étonnent et évoquent un **paradoxe** entre un **budget de formation en baisse** alors même que la présidente de France Télévisions met en place des projets ambitieux, accompagnés de **transformations radicales** !

Un budget pourtant jugé suffisant pour accompagner les salariés selon l'UFTV avec un **large panel de formations obligatoires prévu** (sécurité, habilitations, prévention des risques, non-discrimination, sécurité sur les tournages, droit social, etc).

Mais face à la complexité des logiciels et des nouveaux outils, les élus insistent pour que **des formations adaptées** soient **dispensées à TOUS les salariés** sans exception !

S'ils saluent la richesse de l'offre et le travail de l'université, les élus expriment tout de même quelques préoccupations :

- L'impact des transformations technologiques sur la **préservation des emplois**, d'abord.
- La nécessité d'un **accompagnement renforcé du changement**, notamment pour les managers.
- L'importance du suivi des **reconversions** et des **situations spécifiques** (ex. CDD utilisant Dalet).

À noter également le succès croissant des **modules numériques** qui, selon les élus, ne doivent pas pour autant masquer l'importance du présentiel.

Enfin, si la réforme « Streaming first » devait voir le jour, la direction de l'UFTV précise qu'un plan d'accompagnement plus musclé serait à prévoir.

Aujourd'hui, l'UFTV assure réaliser près de 90 % des formations de l'entreprise.

[Lire ici le compte rendu de la Commission Emploi-Formation](#) 

## ● VIE DU CSE : les dernières commissions renouvelées

---

Ce CSE a aussi été l'occasion pour les élus de désigner les membres des dernières commissions.

Ont été élus à l'unanimité :

### Pour la Commission des Marchés

- **Présidente : Marie-José LARABI**
- **4 membres :** Gaël DURAND, Christelle MARTIN, Stéphane AUVRAY, Aziza DJENADI

### Pour la Commission Sherlock

- **Président : Christophe BENS**
- **7 Membres :** Gaël DURAND, Malika AIT-OUAKLI, Aurélie CHESNÉ, Marie-Hélène BORDES, Hélène GRAFTIEAUX, Clément GRENIER, Elsa KRIER

## Prochain CSE Siège : les 25 et 26 mars 2026

Paris, le 26 février 2026

### Vos élus CSE



#### ▶ Titulaires :

Alexis Du Retail, Georges Pinol, Aurélie Schiller, Nathalie Briand

#### ▶ Suppléants :

Karine Brahim, Claudine Gilbert, Laurent Debruyne, Malika Aït-Ouakli, Emmanuel Vivier (Vaise), Nora Bouberta

#### ▶ Représentant syndical : Caroline Marie